DIAL 3347

COLOMBIE - Extraction minière et après-conflit

Raúl Zibechi

vendredi 20 novembre 2015, mis en ligne par Dial, Raúl Zibechi

Du 9 au 11 juin 2014, l'Université du Cauca a organisé la seconde édition de la Rencontre Tramas *et* Mingas pour le Bien Vivre [1]. Présent à la rencontre, l'Uruguayen Raúl Zibechi rend compte à la fois des exposés entendus à cette occasion et des tensions, affrontements et défis que pose la multiplication de projets d'extraction minière dans la région. Article du Programa de las Américas (24 juin 2014).

Une rencontre à Popayán, capitale du département du Cauca, me servit d'excuse pour venir découvrir une réalité complexe et violente. La guerre entre militaires, paramilitaires, guérillas et narcotrafiquants et l'extractivisme sauvage, dont l'extraction minière illégale est la pire manifestation, sont étroitement imbriqués.

Murs d'un blanc immaculé, rues pavées, trottoirs étroits et portails majestueux, sculptés de divers blasons qui distinguent les différents lignages familiaux. Patios vastes et ensoleillés, avec leurs fontaines entourées de pélargoniums, d'orchidées et de fougères. La ville coloniale est parsemée de sanctuaires, de couvents et d'églises, aussi blanches qu'austères, comme pour ne pas avoir l'air trop riches.

C'est l'heure de la sieste à Popayán. Le temps semble suspendu dans cette ville de 250 000 habitants, traditionaliste, oligarchique, orgueilleuse de son passé. En d'autres temps, elle fut entourée de latifundiums qui ont peu à peu disparu au fur et à mesure que les Indiens se les réappropriaient. Les Nasas, Misak et Coconucos, organisés en Conseil régional indien du Cauca (CRIC), démembrèrent les latifundios, reprenant possession des terres qui avaient été usurpées à leurs ancêtres.

Derrière l'uniformité des façades, le Cauca est le département où existe la plus grande diversité de populations du pays : la moitié sont des Indiens et des Noirs, en proportions équivalentes ; un quart ou plus des métis. La zone montagneuse est indienne et la côte du Pacifique peuplée d'afro-descendants. Pourtant, à l'Université du Cauca, il n'y avait que des étudiants blancs, jusqu'à ce que les autorités créent des quotas pour les « minorités » : 100 afro-descendants et 400 indiens sur 14 000 étudiants, c'est tout ce qu'ils ont obtenu.

Tramas et *Mingas*

Du 9 au 11 juin 2014, l'Université du Cauca a organisé la seconde édition de la rencontre *Tramas* et *Mingas*, organisée autour de quatre axes : vie et résistance, économie et communauté, pouvoir et autonomie, éducation et communication. La rencontre réunit « détenteurs » et « détentrices » de savoir des communautés indiennes, d'afro-descendants et de paysans, qui échangèrent sur leurs expériences, partageant leurs façons de résister et de créer de nouveaux modes de vie.

Pour ce qui est de la *minga* (travail collectif), prirent successivement la parole des femmes comme Concepción Matabanchoy, qui mène depuis une quarantaine d'années une expérience paysanne à La Cocha, dans la commune de Pasto (Nariño, sud du pays), où les femmes sont les plus actives. « Le premier pas fut de nous valoriser nous-mêmes », dit-elle, tandis qu'elle expliquait comment elles travaillaient la

terre de façon durable, pendant que les enfants apprennent ce que sont les écosystèmes en jouant et que les garçons font l'objet de pressions pour tenter de vaincre le machisme.

Elle parla des cinq besoins, très différents des « besoins de base » que définit la Banque mondiale pour mettre en œuvre ses politiques à l'intention des pauvres : besoin d'affection, de formation, de compréhension, de créativité, et de transcendance, en référence au renouvellement générationnel auquel sont confrontés tous les mouvements. L'Association pour le développement paysan a récupéré la forêt depuis le jour où elle a décidé que les arbres ne sont pas une marchandise mais une protection du sol ; elle a aussi récupéré 49 variétés de pomme de terre.

Melba Patricia Arias, du Comité de femmes de Inzá, expliqua que les paysannes ont créé 35 groupes d'entraide économique, de 20 personnes chacun, qui fonctionnent comme une caisse d'épargne de proximité. Le fonds social des 700 femmes permet d'octroyer des prêts à ses membres, à des taux d'intérêt bas et elles le considèrent comme une manière d'« ouvrir une petite brèche dans le capitalisme ».

Ever Castro et Socorro Andrade n'eurent pas besoin d'expliquer ce que fait l'école Vueltas del Patico [Virées du petit canard], dans le *resguardo* [2] Puracé, car ce furent les enfants eux-mêmes qui nous montrèrent comment l'enseignement s'organise autour d'un potager biologique, auquel participent maîtres, parents et élèves. Outre ce potager biologique, ils ont éradiqué la malbouffe et ont monté une « garderie biotique » qui obéit au slogan « apprendre en mouvement ».

Les enfants élisent un Conseil scolaire [*Cabildo Escolar*], sur le modèle du *Cabildo* indien [3], et ils arrivèrent à la rencontre avec leurs bâtons de commandement. « Cela libère le leadership que chacun porte en lui et leur permet d'assumer des responsabilités et d'apprendre à vivre ensemble » expliqua Ever Castro. Il défendit l'idée que « qui n'assure pas sa souveraineté alimentaire ne peut pas parler de souveraineté alimentaire », ce qui semble une bonne façon de combattre les experts qui pratiquent le double discours.

Il y eut encore de nombreuses autres interventions, impossibles à résumer. Le *taita* [4] Javier Calambas, Misak de Guambia de 80 ans, fondateur du CRIC, revint sur les différences entre les modes d'organisation des syndicats et ceux des peuples indiens. « Les *cabildos* (autorités indiennes) n'ont pas leur place dans le mouvement paysan. Nous ne luttons pas pour la terre mais pour les fleuves, l'eau, la vie. »

Mario López, du *resguardo* coconuco et lui aussi fondateur du CRIC, proposa une réflexion profonde sur le troc entre communautés. « Ceux des terres froides échangent leurs productions avec ceux des terres chaudes, mais pour cela ils n'ont pas besoin d'argent. C'est ce que nous nous appelons marché ». Un échange en dehors de la logique du capital. Il déclara que « l'argent que le gouvernement nous envoie engendre des divisions quand on ne sait pas à quoi sont destinés ces fonds ».

Hugo Blanco, quechua du Pérou, invita à considérer « l'éthique indienne autochtone de l'humanité » comme voie de sortie à la crise de civilisation que nous traversons. Oscar Olivera, dirigeant de la Guerre de l'eau à Cochabamba (Bolivie), mit l'accent sur le fait que les changements viennent d'en bas et qu'« il s'agit de construire des alternatives en dehors de l'État ». Grâce aux Indiens, dit-il, nous, ouvriers d'usine, avons appris « la construction collective des décisions et la réappropriation sociale de la chose publique ».

Durant cette rencontre furent mis en avant les alternatives construites, dans un département miné par la violence et l'extractivisme sauvage. Il fut question d'« économie propre », des manières de produire et reproduire la vie dans chaque village, sur la base des critères qui sont les leurs. Une fois encore, nous constatons qu'existe une infinité d'expériences pour produire des aliments, presque tous à l'initiative de femmes, qui ne font pas la distinction entre production et reproduction, car ce sont deux facettes inséparables de la vie.

La terreur des rétro-excavatrices

Le 1er mai 2014 se produisit un effondrement dans une mine illégale du Cauca. « Un talus de terre ensevelit au moins 23 personnes dans la mine d'exploitation aurifère, près de la commune de Santander de Quilichao, dans le Cauca, au sud-ouest du pays », entraînant la mort de trois mineurs [5].

Selon le Défenseur du peuple, dans cette zone, il est impossible d'opérer des contrôles en raison de la présence de groupes armés. Selon cet organisme, « des membres du sixième front des FARC, présent dans cette zone, participent à cette activité, encaissant des commissions sur l'accès à la zone et les opérations des rétro-excavatrices » [6]. Le ministre du travail, Rafael Pardo, a déclaré que 5000 enfants travaillent dans les mines, beaucoup d'entre eux sont utilisés pour explorer les étroits boyaux dans lesquels les adultes ne peuvent pas pénétrer.

À peine une semaine auparavant, un autre accident dans une mine d'or, dans la localité de Buriticá, Antioquia, « fit au moins 4 morts et 81 blessés » [7]. En Colombie existent 14 000 unités de production minière, parmi lesquelles 56% n'ont pas de licence d'exploitation.

En février 2014, un autre accident occasionna cinq morts et dix blessés dans une mine située dans le département de Nariño, frontalier avec l'Équateur [8]. Le boom minier et l'illégalité favorisent la prolifération d'exploitations dans des conditions de sécurité déplorables.

En 2010 quelque 26 millions d'hectares étaient concernés par des projets miniers en cours d'examen, soit 23% du territoire colombien. Des 3 millions d'hectares du département du Cauca, 2 millions étaient engagés dans le développement minier et énergétique, ce qui va inévitablement affecter la population rurale majoritaire.

Dans ce département il y a deux types d'extraction minière. D'une part, une exploitation artisanale que pratiquent depuis toujours les Indiens, les afro-descendants et les paysans, pour leur subsistance, avec des techniques manuelles, d'autre part, l'exploitation de taille moyenne, utilisant des rétro-excavatrices, des dragues et des wagons à haussette, qui est informelle et illégale, et extrait surtout de l'or, de l'argent et du platine.

Les excavatrices commencèrent à arriver dans les années 1990, entraînant un repli de l'exploitation minière artisanale, en grande partie expulsée par les acteurs armés et aussi parce qu'avec les excavatrices « ont été détruites une grande partie des pentes se trouvant aux alentours des cours d'eau » [9].

Au Centre d'interaction du Massif colombien (CIMA) fut organisée une réunion pour débattre du problème minier et convoquer une Audience minière et énergétique régionale au mois d'octobre 2014 [10]. Trente personnes assises en un grand cercle énumèrent les problèmes zone par zone. Un membre du Processus paysan de la Vega déclare : « nous avons environ 40 millions d'hectares concernés par des projets d'exploitation minière en cours d'examen sur les 114 millions d'hectares de surface totale du pays ».

Une femme afro-descendante du collectif COCOCAUCA [11], de la commune de Timbiquí, sur la côte pacifique, décrit le mode d'opération des exploitants miniers. « Les rétro-excavatrices travaillent 22 heures par jour et, durant les deux heures de pause, les mineurs artisanaux entrent dans la mine. Ils polluent toutes les sources d'eau qui sont essentielles à la vie de la région. Maintenant un mineur artisanal gagne 6 millions de pesos par semaine (3000 dollars) ce qui modifie les valeurs et les modes de consommation des gens ».

Les propriétaires des rétro-excavatrices embauchent les habitants du voisinage pour qu'ils les aident à traverser les cours d'eaux et les endroits les plus difficiles, ce que ces derniers font à la force du poignet, en s'aidant de cordes. Ils paient très bien. « La prostitution et la désertion scolaire grimpent en flèche » explique-t-elle tristement.

Dans la zone nord du Cauca, la population est divisée et les communautés indiennes ont des attitudes

opposées. Quelques *resguardos*, comme Caldono et Canoas, se sont prononcés contre l'exploitation minière mais dans d'autres, comme Tacueyó et Las Delicias, les activités minières ont lieu depuis de nombreuses années. « Cela dépend de la force du *cabildo* » explique un jeune Nasa de l'Association des *Cabildos* du Nord du Cauca (ACIN).

« Certaines communautés se sont employées à boucher les galeries avec de la terre, mais, dans d'autres, les jeunes sont en première ligne pour travailler dans la mine ». L'extraction minière conduit non seulement à des divisions mais aussi au début de l'exploitation des Indiens entre eux.

Dans la commune de Buenos Aires, au nord du département, la relation de la communauté avec l'exploitation minière illégale est très complexe. La population est en majorité noire, une autre partie indienne, mais elles ont perdu le contrôle de l'exploitation, dominé par les paramilitaires du Bloc Calima. « Les gens vendent leur terre ou sont expulsés par la force », explique-t-il. « Les exploitants creusent des puits gigantesques où travaillent des centaines de personnes ».

Plus de 10 000 hectares de la commune ont été concédés à des particuliers et des multinationales. Les communautés ont été dépouillées du tiers de la commune. « Quand nous sommes allés enlever les rétro-excavatrices, nous avons failli nous battre à la machette entre membres de la communauté » rapporte un Nasa, qui met en avant les problèmes d'alcoolisme présents aux alentours des mines.

De la coca à l'or

L'exploitation minière s'installe généralement sur les territoires ethniques. Elle s'impose par la force, soumettant les populations ou les déplaçant des lieux où elles vivent depuis des siècles. Procédé similaire à celui de l'implantation des monocultures.

Le rapport de COCONAUCA indique que, dans la région du Pacifique, « le territoire collectif des communautés noires a été affecté par le fléau de la coca, le pillage irrationnel des ressources naturelles (forestières), l'exploitation minière illégale, avec en outre la crise humanitaire croissante du fait de la faible production alimentaire et le conflit armé, qui provoque migrations et déplacements forcés. » [12].

Il ajoute que le ministère des mines et de l'énergie a délivré des titres de propriété à des multinationales et des agents locaux sur les territoires ethniques qui sont en propriété collective. Dans les trois localités de la côte du Cauca (Guapí, Timbiquí et Micay) se trouvent presque 200 rétro-excavatrices dans une région d'à peine 70 000 habitants.

« Les machines arrivent avec l'agrément des autorités, en violation des droits des communautés. L'exploitation minière s'accompagne de dénonciations, de ruptures des dynamiques organisationnelles, de menaces, d'assassinats, de déplacements, d'affrontements et de changements sociaux (disputes familiales, mendicité, prostitution, alcoolisme, entre autres). » [13]

Le Code minier, voté en 2001, a des effets négatifs pour les mineurs artisanaux, qui pourraient freiner l'expansion de l'extraction minière mécanisée. Le code « a éliminé les catégories de petites, moyennes et grandes exploitations minières, qu'il a rassemblées sous la rubrique Unités productives minières où se retrouvent à égalité de conditions le simple mineur et le grand investisseur [14].

En Colombie l'exploitation minière suit une logique et un mode opératoire identiques à ceux du commerce de la coca et de la cocaïne. Un rapport de Indepaz (Institut d'études pour le développement et la paix) soutient que « l'exploitation minière illégale n'a pas remplacé le narcotrafic, au contraire, celui-ci se sert d'elle pour blanchir ses bénéfices et, dans certains cas, pour contribuer au financement de ces groupes » [15].

Le rapport d'Indepaz affirme que, dans les départements du Cauca et de Nariño, ce sont les FARC et des groupes paramilitaires comme « Los Urabeños » et « Los Rastrojos », qui « contrôlent actuellement l'exploitation minière illégale sur la côte pacifique » [16]. Les conclusions du rapport sont effarantes et amènent à s'interroger sur l'avenir.

« Dans des zones comme Timbiquí, dans le Cauca, et Ismia, dans le Chocó, l'exploitation minière illégale alimente les groupes armés en marge de la loi qui protègent les corridors forestiers par lesquels transitent les stupéfiants. Selon les mineurs, la présence d'acteurs armés se justifie comme instrument de sécurité pour éviter agressions et extorsions [17].

Le matériel lourd doit franchir des barrages où il faut payer un péage aux groupes armés. Les modes opératoires sont les mêmes que ceux connus pour la coca. On paie un « grammage minier » pour être autorisé à exploiter ; les groupes armés négocient avec les propriétaires des rétro-excavatrices pour laisser passer les machines et contrôlent la quantité d'or extraite pour percevoir leur pourcentage.

Selon le rapport mentionné, il existe des variantes selon les régions et selon les groupes armés présents quant aux pourcentages perçus par les différents acteurs. En tout cas, le rôle corrupteur de l'activité minière illégale est partout le même ; il génère un vaste réseau de complicités très difficile à démanteler [18]. Les principaux affectés sont les populations afro-descendantes et indiennes, les paysans, les femmes et les enfants qui vivent sur les territoires qui renferment de l'or et autres richesses.

On dirait que les différents acteurs sont en train de se positionner face à la perspective d'une fin possible du conflit armé. Dans les négociations de paix, les FARC ont reconnu que figure parmi leurs plans, concernant la coca, « de mettre fin à toute relation qui, en lien avec la rébellion, aurait existé avec ce phénomène » [19]. Certains observateurs, qui préfèrent garder l'anonymat, croient que l'exploitation minière peut être une stratégie de financement alternatif pour les groupes qui sont aujourd'hui en armes.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3347.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : Programa de las Américas, 24 juin 2014.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] La Quatrième Rencontre *Tramas* et *Mingas* pour le Bien Vivre a eu lieu du 21 au 23 octobre 2015.

[2] Territoire protégé d'une communauté, géré collectivement – NdT.

[3] Assemblée élue par la communauté indienne – NdT.

[4] Nom donné aux anciens, détenteurs de la sagesse, dans les communautés indiennes – NdT.

[5] BBC Mundo, 1 mai 2014.

[6] Noticias Caracol, 1 mai 2014.

[7] *Prensa Libre*, 24 avril 2014.

[8] AFP, 14 février 2014.

[9] Indepaz, "Impacto de la minería de hecho en Colombia", Bogotá, novembre 2012, p. 12.

[10] Le Massif colombien est un ensemble montagneux des Andes dans les départements du Cauca, de Huila et de Nariño où naissent les grands cours d'eau colombiens : le Magdalena et le Cauca (qui se

jettent dans la Mer des Caraïbes), le Putumayo et le Caquetá (du bassin amazonien) et le Patía (bassin pacifique). Il atteint 4600 mètres de haut, comporte plus de 300 lacs et 13 paramos [biotope néotropical d'altitude, qu'on trouve dans la Cordillère des Andes, entre la limite des forêts et les neiges éternelles], ainsi qu'une grande diversité biologique. C'est une région peuplée de paysans métis, afro-descendants et Indiens.

[11] Coordinación de Consejos Comunitarios y Organizaciones de Base del Pueblo negro de la Costa Pacífica de Cauca [Coordination de conseils communautaires et organisations de base du peuple noir de la côte Pacifique du Cauca].

[12] « La minería en la Costa Pacífica del Cauca », www.cococauca.org.

[13] *Idem.*

[14] Jesús López Fernández, "Estudio sobre la minería a gran escala en la región y sus impactos", Red por la Vida y los Derechos Humanos del Cauca, p. 28.

[15] Indepaz, p. 62.

[16] *Idem*, p. 61.

[17] *Idem*, p. 62.

[18] *Idem*, p. 63.

[19] *El Tiempo*, 17 mai 2014.